

RÉUNION DU CONSEIL DES DIRIGEANTS PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC (CDPISP) Le 27 octobre 2021

Compte rendu des décisions v2

Point	Sujets de discussion	Décision ou mesure
1.	Questions administratives A) Approbation du compte rendu des décisions de la réunion virtuelle du 24 février 2021. Le compte rendu des décisions de la réunion du CDPISP du 24 février 2021 est approuvé sans modification. B) Adoption de l'ordre du jour de la réunion du CDPISP du 27 octobre 2021. L'ordre du jour de la réunion du CDPISP du 27 octobre 2021 est adopté.	Décision n° 1 Le compte rendu des décisions de la réunion du 24 février 2021 est approuvé sans modification. Décision n° 2 L'ordre du jour de la réunion du 27 octobre 2021 est adopté sans modification.
2.	Présentation du Québec sur la cybersécurité (consulter l'ONGLET 2) Christiane Langlois, directrice principale, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, fait une présentation sur la cybersécurité au sein du gouvernement du Québec. La présentation porte sur les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Présentation de la Politique gouvernementale de cybersécurité • Présentation du Projet de loi n° 95 (2021) • Présentation du Réseau gouvernemental de cyberdéfense • Réalisations du Centre gouvernemental de cyberdéfense Discussion entre les membres <ul style="list-style-type: none"> • Ontario : demande des précisions sur le mécanisme concernant les scénarios pertinents en lien avec la disposition du projet de loi 95 avec un échange rapide de renseignements. Qu'il s'agisse d'une menace ou d'un incident, l'information pourrait normalement être classifiée ou protégée, cela doit être partagé entre plusieurs parties afin de mieux planifier la prévention ou l'intervention en cas d'incident pour s'assurer qu'elle n'est pas perturbée par les mesures de protection. 	<i>Aucune mesure de suivi pour ce sujet.</i>

	<p>Christiane répond que le but du mécanisme est d'agir rapidement lorsqu'il y a une menace de cybersécurité. L'objectif est d'agir en termes de prévention et non pas seulement de réagir en cas de menace ou d'incident.</p> <ul style="list-style-type: none"> • SCT : s'informe sur la formation et l'amélioration de compétences des cadres supérieurs en partenariat avec les collèges et les universités. <p>Christiane Langlois répond que la priorité du gouvernement est de former les cadres supérieurs aux compétences liées aux problèmes de menace et de sécurité. Ils ont des programmes de cybersensibilisation et un programme de formation de base en cybersécurité pour les cadres supérieurs et pour tous les employés du gouvernement, offerts en partenariat avec l'Université du Québec.</p> <p>Denis Skinner remercie Christiane Langlois pour son excellent exposé.</p>	
3.	<p>Identité numérique et interopérabilité de la preuve de vaccination au Canada (ONGLET 3)</p> <p>Peter Watkins, dirigeant du programme de l'identité numérique pancanadienne, et Don Messier, directeur général, de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC), ont été invités à présenter un rapport d'étape sur la preuve de vaccination et à participer à une table ronde sur l'interopérabilité transfrontalière de la preuve de vaccination. Peter présente les éléments clés du plan pancanadien en matière d'identité numérique, la preuve de vaccination : il a validé le modèle de confiance et d'identité numérique pancanadiennes et a introduit le concept d'un tableau de bord. Il a fait remarquer que la présentation d'une preuve de vaccination pancanadienne a fourni un exemple graphique de ce qui est nécessaire pour réaliser la réalisation en temps opportun de la confiance et de l'identité numériques pancanadiennes.</p> <p>Peter offre des leçons tirées du processus de preuve de vaccination. Il fait remarquer que, pour réaliser la preuve de vaccination, chaque administration fonctionnait avec les éléments suivants (indiqués ci-dessous) en plus de la facilitation et de la coordination offertes par le gouvernement du Canada et l'ISAC ou les Conseils mixtes. Par conséquent, ces mêmes éléments peuvent être utilisés (sur un tableau de bord) pour évaluer le niveau ou l'état de préparation de chaque administration en vue de faire progresser la confiance et l'identité numériques pancanadiennes.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mandat 2. Leadership 3. Budget (financement) 4. Équipes pour la mise en œuvre (prestation numérique souple, UX, conception, développement, service et bureau d'aide ou de soutien, communications ou rédaction de rapports, politiques, protection de la vie privée – stratégie de développement ou d'achat) 5. Collaboration et contribution ouvertes avec les équipes d'autres administrations ou P pour provinces – Planification, pilotage, validation de principe (aucun calendrier de production) <p>Il conseille aux membres de discuter avec leurs experts des administrations en matière d'identité numérique (EAIN) respectives et d'entamer le dialogue sur la façon dont ils peuvent imiter et approuver le modèle qu'ils ont établi avec une preuve de vaccination.</p>	<p>Mesure de suivi n° 1</p> <p>Peter Watkins présentera aux Conseils mixtes la façon de faire avancer la discussion sur la modernisation de l'inscription des entreprises afin d'appuyer la relance économique (preuve numérique d'inscription et de propriété d'entreprise) en ce qui concerne le travail sur l'identité numérique et la mobilisation d'autres partenaires dans ce travail, comme les registraires d'entreprise.</p> <p>Peter présentera un rapport sur l'élaboration d'un récit partagé qui pourrait être mis en place aux niveaux les plus élevés dans plusieurs administrations. Un récit partagé impliquant les petites et moyennes entreprises canadiennes (preuve numérique de l'inscription et de la propriété d'entreprise) en matière de développement économique et de commerce.</p>

Discussion entre les membres

Tracy Wood, coprésidente du CDPISP, remercie Peter et l'équipe de la Nouvelle-Écosse qui ont aidé l'équipe de l'Île-du-Prince-Édouard à présenter leurs demandes de preuve de vaccination. Elle invite les participants à présenter des commentaires.

- Le sous-ministre adjoint et dirigeant principal de l'information, Santé Alberta, fait remarquer qu'en collaboration avec Stephen Bull, DPI du gouvernement, et son équipe ont travaillé sur le programme de preuve de vaccination pour la province. L'équipe de Service Alberta a mis sur pied un service d'identité numérique qu'elle utilise pour « Mes dossiers de santé de l'Alberta » qui donne aux personnes l'accès à leurs dossiers de santé. Ce service n'est pas vérifiable pour la preuve de vaccination. Le processus de vérification actuel ne permet pas aux enfants, aux parents ou aux tuteurs d'enfants d'avoir accès aux dossiers des enfants. Il utilise le permis de conduire à la place de la carte d'identité de l'Alberta à titre de preuve d'identité. Ces permis ne sont pas disponibles pour les moins de 12 ans, et ne valideraient pas et ne pourraient disposer d'un processus de validation de mineurs au gouvernement. L'Alberta a pu faire très rapidement volte-face sur la preuve de vaccination, les vaccins pour les enfants de moins de 12 ans se produisent maintenant, mais on ne peut délivrer les cartes d'identité validées qu'aux personnes de 14 ans et plus. L'Alberta utilise un processus sur son site Web lorsqu'il obtient le code QR qu'il pourrait valider. Il fait correspondre au numéro de la carte d'assurance-maladie personnelle, à la date de naissance et à la date du vaccin pour fournir la carte de preuve de vaccination. Si la demande est faite pour quelque chose d'autre pour que les personnes puissent facilement utiliser les dossiers de leurs enfants pour qu'ils puissent voyager au pays et à l'étranger, ce serait alors une traversée du désert. Il n'y a pas de suivi sur la dynamique des personnes et de famille : bataille juridique, services aux enfants, et autres. Elle demande que Service Alberta discute à l'échelle du ministère de la façon dont ils comprennent ce processus et qui de ces enfants a accès aux droits, aux décisions et aux renseignements. Elle souligne que la question que Peter pose est un objectif à atteindre pour son administration, mais ce n'est pas possible à court terme, ce n'est pas pratique ni viable dans l'environnement actuel, mais c'est une excellente idée.
- Île-du-Prince-Édouard : Déclare que ces questions liées à la procuration et à la garde, par exemple, sont des questions qui découlent de la responsabilité des administrations et qu'elles sont liées à la façon dont on définit le consentement. La discussion actuelle à cette table porte sur la façon dont, en travaillant ensemble, nous avons pu développer la preuve de vaccination dans tout le pays en peu de temps. L'objectif est maintenant de déterminer ce qui fonctionne bien, ce qui pourrait être amélioré et comment nous pourrions utiliser ce modèle pour continuer à faire avancer l'identité numérique. Un bon travail a été réalisé au cours des deux dernières années.
- Ontario : Commente la façon d'utiliser cet élément comme point d'inflexion pour favoriser la normalisation et la façon dont ils réfléchissent sur les portefeuilles numériques et l'interopérabilité. L'ASPC a aidé à faciliter une approche à GitHub pour partager les données afin que les provinces puissent y mettre leurs URL pour les clés publiques et pour que d'autres provinces puissent les utiliser. L'Ontario dit que toutes les administrations tirent profit de cette collaboration intergouvernementale. Le défi se trouve au niveau de la manière dont il faut aborder cette question. Souhaitons-nous que l'ASPC continue de faciliter, dans le cadre de ses responsabilités, une approche plus pratique? Il s'agit d'un programme fédéral qui est censé les aider à faire accepter les justificatifs de vaccination à l'échelle internationale et c'est un domaine de discussion et de collaboration supplémentaires.

Don Messier (directeur, ASPC) remercie Peter, les EAIN et la collectivité des Conseils mixtes pour le travail accompli jusqu'à présent. Le développement du travail lié à la preuve de vaccination n'aurait pas eu son ampleur actuelle sans la collaboration des administrations, qui a permis de lancer cette preuve de vaccination.

Don présente la norme pancanadienne pour la preuve de vaccination : La carte de santé SMART. L'ASPC s'est harmonisée avec une norme pancanadienne englobant toutes les provinces et tous les territoires du Canada (PT) en s'appuyant sur ce que les cartes santé SMART ont de spécifique pour la création d'une approche uniforme au Canada ainsi que pour l'adoption par des entités internationales.

Discussion entre les membres

- Manitoba : Note que les applications de vérificateur ont besoin d'une connexion pour maintenir les clés et fonctionner régulièrement. Ils doivent être mis à jour régulièrement parce qu'ils sont en rotation. Si la clé a été publiée de façon inappropriée, il faut la modifier et la vérifier tout le temps.

L'ASPC répond qu'il est nécessaire de se connecter à Internet pour que le vérificateur procède à la vérification et à son téléchargement quotidien. La rotation se fait une fois par an, l'agence recommande un téléchargement quotidien de la clé, chaque vérificateur devrait obtenir les plus récentes clés chaque jour. On met à jour les clés à l'ASPC à 2 h tous les jours.

- Île-du-Prince-Édouard : Tiens à préciser que la connexion est nécessaire seulement lorsqu'elle met à jour l'application. En ce qui concerne l'application de vérificateur, lorsqu'on l'utilise pour faire l'analyse individuelle, le client ne passe pas par ses activités, ils n'ont pas besoin de connexion à ce stade-ci.
- SCT : Fait remarquer que le réseau Commons Trust va dans les deux sens, si l'enregistrement est une chose et que d'autres vérificateurs pouvaient se référer aux émetteurs canadiens sur cette liste, les vérificateurs souhaiteraient alors utiliser la liste que le réseau Commons Trust détient. Ils veulent s'assurer que les certificats sont légaux, que ces cas d'utilisation sont de deux façons, de la même façon que le réseau European Trust. Les vérificateurs peuvent vouloir utiliser ce réseau de confiance pour les clés au pays ou à la frontière.
- Île-du-Prince-Édouard : Voulait revenir à la question sur l'avenir de l'ASPC afin de discuter du cadre de confiance commun pour chacune des administrations. Les membres des EAIN travaillent avec leurs groupes lorsqu'ils retournent dans leurs provinces respectives s'ils ont le pouvoir de le faire. Elle demande des éclaircissements à Peter.

Peter Watkins fait remarquer que, dans les administrations de taille moyenne et petite, le représentant des EAIN et les DPI sont très impliqués dans le processus de mise en œuvre. C'est ce que fait le ministère de la Santé dans les grandes administrations. L'un des avantages qu'ils ont tirés de cela c'était d'établir des liens et des ponts à travers le pays et cela leur donne un aperçu de ce qu'il faudrait maintenant pour mettre en place une preuve d'inscription d'entreprise. Ils doivent parler à chaque registraire d'entreprise au Canada. Il vaut la peine d'investir dans la table des experts des administrations en matière d'identité numérique, qui leur permettent d'aborder le prochain point.

- Île-du-Prince-Édouard : Fait remarquer que son gouvernement a embauché un ancien directeur du registre des sociétés qui est également membre des EAIN.

- Colombie-Britannique : Commente la question sur ce qu'ils doivent faire pour l'identité numérique à cette table dans le cas d'utilisation et d'avancement de l'identité numérique à un rythme rapide pour tout ce qu'ils choisissent de faire ensemble. Ils doivent déterminer les cas d'utilisation, comment mettre en place l'identité numérique et ils ont besoin d'une personne vérifiée et d'une entreprise vérifiée. Le temps consacré à la coordination entre les ministères dans les grandes administrations est beaucoup plus important comparativement aux autres administrations. Il faut donc identifier les personnes avec qui travailler. En Colombie-Britannique, ils ont accompli un excellent travail de coordination avec le ministère de la Santé. Ce travail de collaboration a impliqué notamment un aspect important de coordination et de communication au sein de l'administration. S'ils veulent avancer l'identification numérique à un rythme accéléré, il faut se rassurer des partenaires avec qui travailler et comment se coordonner et s'organiser de manière qui permette d'avancer plus rapidement et plus efficacement. Il se peut que ce ne soit pas toutes les administrations ensemble, mais que ce soit peu d'administrations qui aient le mandat et l'argent, elles peuvent alors accomplir cela. Elle suggère d'examiner la façon de réunir l'équipe d'équipes afin de produire de la valeur.
- Nouvelle-Écosse : Déclare que l'établissement de la table des EAIN a changé la donne. Il est essentiel de continuer à tirer parti de ces membres. Il est essentiellement important que les membres des Conseils mixtes et leurs administrations appuient les membres des EAIN. Cela est essentiel pour faire progresser le travail et avoir un groupe restreint qui pourrait miser sur la priorité. La COVID a entraîné des priorités et une clarté sans précédent au gouvernement. Le service aux entreprises est toujours un sujet brûlant dans le développement économique, mais s'il y a une façon de miser sur un ou deux cas d'utilisation, cela serait bénéfique. C'est essentiel de rester en contact et d'avoir une équipe multidisciplinaire afin de miser sur les cas d'utilisation. Il s'agit de la détermination de tous ces intervenants dans les administrations et de la façon dont ils doivent appuyer le tableau des EAIN, quelque chose comme le service aux entreprises, les registraires des sociétés et d'autres dans ce domaine. Les équipes multidisciplinaires ont prouvé qu'elles sont essentielles à l'avancement du travail. Elle a suggéré que le gouvernement fédéral pourrait appuyer en proposant des normes, en organisant des programmes qui aideraient à accélérer le travail. Les partenaires fédéraux sont avantageux sur le plan du budget, de la capacité ou des normes qui seront nécessaires pour aider à orienter la Confédération dans la bonne direction et contribuer à l'unification. Nous avons montré que nous pouvons faire quelque chose ensemble dans tout le pays et qu'il est essentiel de tirer parti de cet élan pour ce que nous avons commencé par la preuve de vaccination et de continuer d'aller de l'avant. Elle remercie Peter et Don de leur leadership au cours des derniers mois et d'avoir aidé les administrations à aller de l'avant.
- Île-du-Prince-Édouard : Remercie également Peter et le secrétariat d'avoir accueilli les réunions du Comité technique et de coordination FPT du mercredi sur la preuve de vaccination. Il s'agit d'un élément clé pour rassembler et réaliser ce projet à l'échelle du pays. Elle demande à Peter si lui et les EAIN discutaient des points communs dans les entreprises vérifiées et du prochain cas d'utilisation possible.

Peter Watkins répond qu'à la prochaine réunion des EAIN, il y a une discussion sur la voie à suivre. C'est une façon de construire un récit commun sur la façon de répondre à la crise de la COVID, son aspect économique, en aidant les petites et moyennes entreprises au Canada. L'objectif est d'aider les petites et les moyennes entreprises à se rétablir. Il s'agit aussi de commencer à moderniser l'administration et les opérations gouvernementales. Pour y arriver, nous devons introduire quelque chose de nouveau : Preuve numérique de propriété et d'enregistrement pour les entreprises. Il y a une toute nouvelle génération de services numériques qui ne peut pas voir le jour parce

	<p>qu'il n'y a pas de preuve numérique d'inscription et de propriété d'entreprise. Cela serait un plan pour l'identité numérique et la confiance numérique afin d'aider les entreprises.</p> <p>La preuve de vaccination a aidé à établir des ponts jusqu'au niveau de la haute direction. Et cela pourrait servir de contexte pour plusieurs administrations parce que si on avait 14 types différents de preuve d'inscription d'entreprise en place cela n'aurait pas servi l'économie canadienne. Il y a nécessité d'une méthode compatible, qui doit être numérique et réel. Nous avons également besoin de tables pareilles pour commencer à apprendre et à déterminer qui devrait être impliqué dans ce contexte pour les administrations, et savoir si les membres peuvent plaider auprès des directions compétentes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manitoba : Parle de la façon dont ils vont faire avancer le processus et de la façon d'en arriver à quelque chose de tangible qu'ils pourraient tous utiliser en travaillant ensemble. Le Manitoba donne un exemple de ce que les plus grandes compagnies d'assurance ont fait. Elles ont partagé un consortium entre tous les principaux assureurs au Canada, échangé et revendiqué des données entre elles pour s'assurer qu'elles n'ont pas été fraudées par les clients. Elles ont créé un consortium sans but lucratif que les assureurs ont fourni aux entreprises, qu'elles ont dirigées et gérées, et elles ont rendu un service à tous les assureurs selon un modèle de conseil d'administration unique. Le Manitoba a suggéré quelque chose de semblable sur laquelle il faut réfléchir, puisque tous les membres ont un emploi de jour, ils ne peuvent pas administrer et gérer eux-mêmes une plateforme d'identification numérique commune pour le Canada. • Yukon : Suggère de faire en sorte que les registraires d'entreprise participent et que leurs intérêts soient harmonisés — en collaboration avec les autorités de la santé, les responsables de la TI, les EAIN —, tous sont harmonisés, ils en ont le mandat. L'autre élément est le modèle de financement. Il a aidé le Yukon à savoir qu'il y avait des financements au Canada pour mettre ces structures en place, il a fallu une longue discussion approfondie sur l'affectation des ressources, et il a été facile par la suite d'aborder cette question. Les éléments clés du succès étaient la bonne intention et la collaboration. La nécessité de renforcer le travail effectué autour de la preuve de vaccination pour faire avancer l'identité numérique. <p>Peter Watkins rendra compte aux Conseils mixtes sur la façon de faire avancer la discussion sur le soutien des entreprises (preuve numérique d'inscription et de propriété d'entreprise) en ce qui concerne le travail sur l'identité numérique et la mobilisation d'autres partenaires dans ce travail, comme les registraires d'entreprise.</p> <p>Peter rendra compte sur l'élaboration d'un récit partagé qui pourrait être mis en place aux niveaux les plus élevés dans plusieurs administrations. Un récit partagé impliquant les petites et moyennes entreprises canadiennes (preuve numérique de l'inscription et de la propriété d'entreprise) en matière de développement économique et de commerce.</p>	
4.	<p>ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS ENTRE LES ADMINISTRATIONS (ONGLETS 4A ET 4B)</p> <p><u>Table ronde sur l'échange de renseignements entre les administrations</u></p> <p>Les administrations présentent un résumé de leurs principales priorités et activités dans leurs administrations respectives. Les membres peuvent consulter les documents d'échange de renseignements sur les administrations fournis dans la trousse de réunion pour obtenir de plus amples renseignements.</p>	

Veillez prendre note que, conformément à la pratique actuelle, en raison de la nature délicate de cette discussion, seules les mesures de suivi découlant de la table ronde sur l'échange de renseignements entre les administrations sont incluses dans le compte rendu de décision.

Administrations qui ont fourni une mise à jour

- Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
- Nouvelle-Écosse
- Nouveau-Brunswick
- Colombie-Britannique
- Ontario
- Île-du-Prince-Édouard

Sujets d'intérêt cernés par les membres pendant la table ronde

- **Cybersécurité**
 - Stratégie de recrutement de talents : À court terme, quelle est l'analyse du marché en ce qui concerne les régimes de rémunération. À long terme : des régimes de rémunération spécialisés pour les talents numériques semblables à ceux qui sont en place pour les avocats et d'autres disciplines. Littératie et expérience numériques.
 - Augmenter une partie des talents existants, accueillir des talents du secteur technologique intégrés (Remarque : Le SCT s'est proposé de faire une présentation auprès du CDPISP, il a un bureau de gestion de la collectivité qui s'occupe du recrutement au nom du gouvernement et peut les inviter à une réunion).
 - Le travail dans un environnement ouvert (source ouverte).
 - La cybersécurité dans l'ensemble de la fonction publique.
- **Investissement dans le numérique**
 - Une meilleure prise de décision
 - Transformation des services de santé
- **Modernisation des politiques**
 - Reconnaissance faciale.
 - Réforme sur la protection des renseignements personnels.
 - Modernisation de l'investissement.
 - Portefeuille des investissements, améliorations et gouvernance.
- ***Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée (LAIPVP) et Loi sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (LAIPRP)***
 - Inscription de la LAIPVP pour traiter la question de cybersécurité (la Colombie-Britannique a examiné sa LAIPVP et pourrait faire une présentation sur ce sujet).
 - Demandes de la LAIPRP associée à des demandes de logiciels malveillants.
- **Transformation des tribunaux et du système de justice numériques**

	<ul style="list-style-type: none"> • Milieu de travail hybride et la façon dont cela s'applique aux DPI et aux dirigeants de service • Identité ou confiance numérique <ul style="list-style-type: none"> ○ Mettre en œuvre le modèle en tant qu'émetteur des justificatifs (personnes vérifiées et entreprise vérifiée). ○ L'éducation et les outils nécessaires pour pouvoir faire face à cette situation (en travaillant avec d'autres secteurs, registres et tribunaux pour passer de la validation de principe à une démonstration et dire où en est la valeur, l'orientation et la feuille de route). • Changement vers une approche d'entreprise <ul style="list-style-type: none"> ○ La plateforme et l'approche pour l'Internet des objets (l'Ontario a prodigué des conseils pour aider les personnes, obtenir des changements de culture). ○ Mise en œuvre de la gestion des produits au gouvernement. ○ Domaine de l'expérience client. 	
4.	<p>Autres questions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maria Luisa Willan (ISAC), au nom de Sean McLeish (trésorière du CDPISP, Yukon), donne un aperçu du rapport de la trésorière du CDPISP. Il n'y a pas de préoccupation, il y a un équilibre sain. Dans la trousse, il y a les états financiers jusqu'au 31 juillet 2021 et les cotisations annuelles pour 2022-2023. Maria Luisa note que toutes les administrations ont payé leurs cotisations annuelles pour 2021-2022. Les factures pour le prochain exercice seront envoyées en janvier 2022. • Tracy Wood informe les membres que les rapports des divers groupes de travail et communautés de pratique sont dans la trousse électronique de la réunion. La prochaine réunion de CDPISP se tiendra le 24 novembre. <p><i>La séance du CDPISP est levée à 15 h HAE.</i></p>	<i>Aucune mesure de suivi n'est requise pour ce sujet</i>

Participants	
Coprésidents du CDPISP	
Denis Skinner	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Tracy Wood	Île-du-Prince-Édouard
Membres du CDPISP	
Jan Bradley	ASIM Est (Ville de Calgary)
Stephen Bull	Alberta
Natasha Clarke	Nouvelle-Écosse
Phil Fournier au nom de Liz Byrne-Zwicker	Nouveau-Brunswick
Dave Heffernan	Terre-Neuve-et-Labrador
Sophia Howse au nom de CJ Ritchie	Colombie-Britannique
Jonathan Kelly	Québec
Sean McLeish	Yukon
John Roberts au nom de Dafna Carr	Ontario
Rick Wind	Territoires du Nord-Ouest
Observateurs du CDPISP	
Tareq Al-Shumari	Ontario
Shana Boertien	Île-du-Prince-Édouard

Guillaume Charest	Emploi et développement social Canada
Isha Dhingra	Ontario
Jason Doiron	Territoires du Nord-Ouest
Harpreet Dhillon	ASIM, Ville de Calgary
Elky Hanlon	Nouvelle-Écosse
Scott Ironmonger	Alberta
Mark Levene	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Lindsay MacDonald	Centre canadien pour la cybersécurité
Betty MacLean	Île-du-Prince-Édouard
Mélanie Robert	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Monica Sharma	Ontario
Dean Sutton	Colombie-Britannique
Bianca Tomazeli	ASIM, Ville de Montréal
Peter Watkins	ISAC
Arlene Williams	Nouvelle-Écosse
Dan Batista	Directeur général de l'ISAC
Linda Robins	ISAC
Secrétariat de l'ISAC	
Maria Luisa	Directrice, Conseils nationaux (CPSSP et CDPISP).
Stefania Silisteanu	Coordonnatrice, Conseils nationaux (CPSSP et CDPISP).